

fins auxquelles elle serait utilisée. Puis, l'honorable député d'Eglinton (M. Fleming) a posé la question suivante:

En d'autres mots, quand vous avez dit que le bill ne donnait à la commission, en ce qui concerne les importations, aucun pouvoir de régie aux dépens de ceux que le Parlement possède actuellement à cet égard, monsieur Rasminsky, vous parliez de l'importation et de l'exportation des marchandises plutôt que des valeurs et de la monnaie?

Le témoin a répondu: "En effet". Ces opinions sont typiques des renseignements que les ministres et les spécialistes à leur service nous ont fournis au sujet de la loi et de l'interprétation que le Gouvernement entend y donner. Malgré toutes ces données, ils n'ont pas hésité, il y a un mois ou deux, à s'autoriser de la loi pour accomplir ce qu'ils avaient promis de ne pas entreprendre sous l'empire de cette mesure.

J'en arrive à la critique de ce que le premier ministre appelle son programme à courte échéance. Mais le Gouvernement ne pêche pas seulement par omission. Il doit aussi répondre de plusieurs péchés de commission. Parmi ces derniers, le plus grand n'est-il pas la revalorisation du dollar en juillet 1946? Le Gouvernement a provoqué une hausse factice du dollar canadien en portant sa valeur, de 90c. où elle était fixée depuis longtemps à \$1, en dépit du fait que la balance du commerce penchait tellement en faveur des Etats-Unis que notre monnaie n'exigeait aucunement une parité théorique qu'elle était incapable de soutenir.

La conséquence funeste de cette revalorisation s'est manifestée d'une façon immédiate et irrésistible. La balance défavorable du commerce s'est élevée de 5 millions et demi en 1945 à 525 millions en 1946 et à 587 millions durant les sept premiers mois de 1947. J'ajoute que le premier chiffre cité vise une année exceptionnelle. Tel n'était pas le déficit normal, qui se chiffrait auparavant par quelque 300 ou 400 millions par année.

Vint ensuite le tarissement de notre source de dollars américains, attribuable à la décision prise par le Gouvernement. Le flot de capitaux américains au Canada, au rythme de près de 300 millions de dollars par année, a presque complètement cessé pour se réduire à un mince filet. Les Américains ont finalement profité de la situation du change, qu'ils savaient éphémère. En conséquence la perte de notre balance de paiements, — c'est-à-dire l'exportation de l'or et des dollars américains, — s'établit au cours de 1946 et du premier semestre de 1947 à un chiffre dix fois plus élevé qu'en 1945.

Les méfaits des agissements du Gouvernement se sont vite manifestés dans notre indus-

trie. Notre industrie de l'extraction de l'or, par exemple, a vu sa production baisser à moins de la moitié de celle d'avant-guerre. La situation était particulièrement grave car l'or est la seule denrée qui trouve aux Etats-Unis un marché illimité. Sans notre production d'or, le déficit de notre commerce avec les Etats-Unis, et je demande aux honorables députés de bien noter ce chiffre, aurait augmenté de 2,349 millions au cours des vingt-deux années de 1926 à 1947. Et pourtant le gouvernement a paralysé cette industrie.

L'industrie de l'extraction aurifère n'est pas la seule à laquelle la politique malavisée du gouvernement a créé des ennuis. Notre grande industrie d'exportation, la pâte à papier et le papier, s'est trouvée incapable de continuer à vendre ses produits sur le marché américain à l'ancien prix. Des relèvements successifs de prix s'imposaient. La hausse du niveau des prix canadiens a permis aux concurrents du Canada, particulièrement aux pays scandinaves, de revenir sur ce marché, et cette année la Suède vendra en Amérique environ dix fois plus de papier que l'an dernier. Il y a plus encore; certaines autorités prétendent que le coût du papier canadien atteindra prochainement un niveau tellement élevé que la transformation des vastes forêts de pin gras des Etats du sud deviendra une possibilité économique, ce qui sera de nature à réduire de façon permanente le volume d'exportation de notre principale denrée.

Monsieur l'Orateur, je passe maintenant à l'examen des projets du Gouvernement. J'aborde l'essence même de son programme de courte portée. Le Gouvernement est acculé à de si grandes difficultés qu'il est obligé de recourir aux mesures les plus rigoureuses pour en sortir. Le parti conservateur progressiste ne s'opposera pas à celles qui nous sembleront apporter un remède efficace à la situation désastreuse où le Gouvernement nous a entraînés. Nous nous opposons, cependant, à l'expression "programme d'austérité". Le Gouvernement ne saurait, en qualifiant ainsi son programme, se pavaner sous le couvert du courage véritable dont fait preuve le peuple anglais.

L'hon. M. ABBOTT: Je ne me suis pas servi de ce terme.

M. BRACKEN: La ligne de conduite du gouvernement canadien est un programme de dictature totalitaire. Il prétend être le grand parti de la liberté, le grand parti du libre-échange. Mais, comme l'a signalé le 26 novembre le bon ami du Gouvernement, le *Free Press* de Winnipeg, la politique du Gouvernement est une politique de protection outrée. Ce terme n'est pas de moi; c'est celui du journal susmentionné, du plus grand ami du Gouvernement dans l'Ouest canadien.